

Le plan secret de la gauche rose-verte : Un confinement énergétique en hiver



juillet 2022

La crise énergétique est le fruit de la politique de la gauche rose-verte

La Suisse est menacée par **une crise énergétique d'une ampleur sans précédent**. Une pénurie d'électricité est l'une des plus sévères menaces pour notre pays, car elle menace nos fonctions vitales ; elle est synonyme de chaos, de pauvreté, de faim, de froid et de mort.

Cela fait longtemps que l'on sait que notre pays se dirige vers une catastrophe électrique, notamment par le biais des études de **l'EPFZ/Empa¹ et de l'Office fédéral de la protection de la population²**. Le document de fond de novembre 2021 de l'UDC Suisse « pour un approvisionnement énergétique sûr, abordable et respectueux de l'environnement »³ en donne par ailleurs un aperçu complet.

Christoph Mäder, président d'Economiesuisse, se montre très clair : « une pénurie d'électricité serait un désastre, l'absence d'électricité ou un approvisionnement électrique trop cher peut conduire à une insuffisance énergétique pour les ménages et nuire durablement à l'économie ». L'association économique demande des priorités claires : « La sécurité de l'approvisionnement, ensuite la protection du climat, puis les intérêts de la nature et du patrimoine »⁴.

André Dosé, président de Swissgas, est tout aussi clair : « Cette crise en Suisse est en grande partie auto-infligée. La Stratégie énergétique 2050 a des fondations d'argile. »⁵

Le professeur d'économie **Tobias Straumann** appelle à la construction de nouvelles centrales nucléaires : « Il n'y a pas d'autres solutions ; nous n'y arriverons pas avec les seules énergies dites renouvelables. Dans l'histoire, on n'a jamais renoncé à une source d'énergie fiable sans avoir un substitut. Le faire aujourd'hui est une erreur. »⁶

En janvier déjà (avant la guerre en Ukraine !), l'UDC avait demandé la nomination d'un « Général de l'électricité », chargé d'élaborer des pistes pour un approvisionnement énergétique sûr, aussi indépendant que possible et à prix abordable. Le Conseil fédéral, les associations économiques, le PLR et le Centre ont tous refusé d'agir.

¹ Une étude de l'Empa, publiée le 1er février 2022, confirme que la Stratégie énergétique 2050 ne peut pas aboutir. Le directeur de l'institut de recherche le dit : « Nous devons donc abandonner l'idée que nous pouvons couvrir l'ensemble de nos besoins énergétiques avec de l'énergie renouvelable produite en Suisse. »

² <https://www.babs.admin.ch/de/home.detail.nsb.html/81359.html>

³ <https://www.udc.ch/wp-content/uploads/sites/2/Positionspapier-Energie-und-Umwelt-FR.pdf>

⁴ Communiqué de presse du 30 mars 2022

⁵ Citation complète : « Cette crise en Suisse est en grande partie auto-infligée. La Stratégie énergétique a des fondations d'argile. On est parti du principe qu'il n'y aurait pas de croissance démographique, que la population réduirait sa consommation d'électricité. Lors de la votation, la mobilité électrique ne figurait dans aucun scénario ; c'était une rêverie qui n'aurait jamais fonctionné, d'une manière ou d'une autre. La guerre en Ukraine nous oblige désormais à changer drastiquement de mentalité. » NZZ, le 7 juillet 2022

⁶ Schweiz am Wochenende, le 16 juillet 2022

Des fausses promesses et un aveuglement nommé « Stratégie énergétique 2050 »

La cause de la crise énergétique est la politique énergétique idéologique de la gauche rose-verte intitulée « Stratégie énergétique 2050 », hélas soutenue jusqu'à ce jour aussi par le PLR et le Centre. Ce tournant énergétique s'appuie sur des hypothèses totalement déconnectées de la réalité.

Le débat au Conseil national sur la Stratégie énergétique, en 2014, montre bien **la façon dont la Conseillère fédérale de l'époque, Doris Leuthard (Le Centre / ex-PDC) a formulé des promesses aussi fausses qu'irresponsables :**

« Premièrement, la sécurité de l'approvisionnement n'est pas remise en cause. »

« Il n'y a aucune incertitude, dans la mesure où tous les pays européens auront une production d'électricité suffisante dans les 20 prochaines années. »

« Je vous rappelle notamment qu'au début des années '70, nous avons organisé notre approvisionnement électrique sans recourir à l'énergie nucléaire ; nous ne faisons donc que revenir au bon vieux temps, lorsque c'était organisé autrement. »

Trois erreurs lourdes de conséquences

1. La sécurité de l'approvisionnement de la Suisse ne sera plus garantie dès l'hiver prochain. Les objectifs et promesses de la Stratégie énergétique font face à un échec cuisant.
2. Les Etats européens sont eux-mêmes en proie à des problèmes d'approvisionnement électrique et parlent d'ores et déjà de rationnement. Il est parfaitement naïf de croire que l'Allemagne ou un autre Etat fournira de l'électricité à la Suisse si ce même Etat se trouve lui-même en situation de pénurie.
3. La centrale nucléaire de Mühleberg, d'une capacité de 3 TWh, a été arrêtée en 2019, ce qui relève de la plus totale des négligences. Les 3 TWh manquants correspondent par ailleurs uniquement au surplus de demande en énergie provoqué par l'immigration de masse incontrôlée de ces 20 dernières années.

La population a été menée en bateau avec de fausses promesses.

L'UDC a été le seul parti à mettre en garde contre les conséquences dramatiques de la loi sur l'énergie

La Conseillère fédérale Doris Leuthard promettait, en 2017, que la nouvelle loi sur l'énergie **n'engendrerait qu'un surcoût de CHF 40.- par ménage**. L'UDC a été le seul parti politique à combattre cette loi, l'estimant trop chère et irréaliste. Aujourd'hui, nous pouvons constater de manière édifiante que la transition

idéologique vers les énergies renouvelables ne fonctionne pas. La raréfaction de l'énergie engendre une hausse massive des prix et cela touche également l'électricité. Par conséquent, le coût de la vie augmente : mobilité, chauffage, charges locatives, loyers, biens et services, alimentation, transports, marchandises, etc.



En 2017, les autres partis se sont moqués de notre affiche évoquant les douches froides. La Conseillère fédérale Doris Leuthard avait même déclaré que les arguments et les chiffres de l'UDC était « absurdes »⁷. Aujourd'hui, toutefois, plus personne ne rit.

Les prix de l'énergie explosent et l'électricité va manquer en hiver. La production d'électricité suisse au moyen de l'énergie éolienne et solaire ne représente que 5% de la part totale de la production ! Pourtant, les partis de centre-gauche veulent arrêter les centrales nucléaires restantes et ce bien que l'énergie nucléaire soit neutre en termes d'émissions de CO2 et qu'elle représente un tiers de la part totale de la production électrique de manière constante, y compris en hiver.

L'électrification des voitures et des chauffages a pour conséquence une augmentation substantielle de la demande en électricité. A cela s'ajoute encore l'immigration de masse incontrôlée. **Tant que l'électricité ne pourra être stockée en quantité suffisante et à moindre coût, il sera tout bonnement impossible de se passer des énergies fossiles ou de l'énergie nucléaire,** sauf bien sûr si l'on souhaite faire s'écraser l'économie et la société droit dans le mur.

La guerre en Ukraine aggrave davantage encore la situation : dès l'hiver prochain, la population et les entreprises en Suisse pourraient manquer d'énergie pour vivre, pour se chauffer et pour travailler.

⁷ Aargauer Zeitung, le 30 mars 2017

Le plan secret de la gauche rose-verte : le confinement énergétique

Seule la gauche rose-verte se réjouit de cette crise énergétique ; tout se déroule avec succès selon son plan (secret) : rééduquer la population et mettre sur pied une dictature écologiste.

Ce que veut la gauche rose-verte : interdire / rationner et appeler à faire des économies, interdire les moteurs à combustion, interdire les chauffages au mazout, interdire les vols en avion, interdire de chauffer les pièces des maisons à plus de 18 degrés Celsius, interdire / rationner la consommation de viande, renchérir la mobilité individuelle, augmenter massivement les prix de l'essence et du mazout (pénalisant ainsi les automobilistes)... en clair, il s'agit de remplacer la libre économie de marché par une économie planifiée écologiste.

La présidente du groupe parlementaire des Verts, Aline Trede, illustre parfaitement l'arrogance de cette élite écologiste vis-à-vis de la population qui travaille dur. Dans une interview accordée au Tages Anzeiger, elle déclare que « **la conduite automobile a toujours été trop bon marché** », **avant de poursuivre** : « **Nous avons toujours dit que l'énergie, l'électricité et l'essence devaient être plus chères afin de freiner la consommation.** » Selon Aline Trede, le litre d'essence devrait coûter CHF 5.- !

Les revendications du **Parti socialiste (PS)** et des **Vert'libéraux (VL)** vont dans le même sens. Ces derniers ont en effet d'ores et déjà demandé une hausse massive des prix de l'énergie lors du débat sur la Stratégie énergétique : « L'énergie, et tout ce qui est exploité et produit principalement à partir de l'énergie fossile et nucléaire, est **trop bon marché** ! Cela ne changera qu'avec un système d'incitation efficace qui renchérit ces sources d'énergie non-souhaitées (...) »⁸

Le PS veut lui aussi rééduquer la population via le porte-monnaie. La gauche caviar ne s'intéresse pas au fait que les bas revenus en pâtissent. Le Conseiller national et expert en énergie du PS Eric Nussbaumer souligne fièrement que son parti s'est « toujours engagé » pour que la taxe sur le CO2 « soit étendue aux carburants et devienne ainsi une **taxe d'incitation globale** »⁹. Diriger par une rééducation de l'Etat.

En clair : **seuls les riches peuvent encore s'offrir suffisamment d'énergie, de voyages et de mobilité.** Cette politique antisociale impacte surtout les zones rurales, la classe moyenne, les familles, les locataires, les commerces et toutes les personnes qui ont besoin d'une voiture.

Pas un mot de la gauche sur le fait que les objectifs de la Stratégie énergétique ne sont absolument pas réalisables.

Pas un mot sur le fait que l'énergie solaire et l'énergie éolienne ne permettent pas de produire suffisamment d'électricité en hiver.

Pas un mot sur le fait que l'immigration de masse incontrôlée alimente encore plus la crise énergétique.

⁸ Le Conseiller national Vert'libéral Josias Gasser, session d'hiver, le 3 décembre 2014

⁹ Session de printemps, le 8 mars 2017

Aujourd'hui, plus de 8.7 millions de personnes vivent dans notre petit pays. Rien qu'entre 2007 et 2020, quelque 1 million de personnes ont immigré en Suisse. La libre circulation apporte entre 60'000 et 70'000 personnes de plus chaque année, en plus des requérants d'asile. **Cette année, nous pourrions accueillir jusqu'à 200'000 personnes de plus au total.** Toutes ces personnes ont un poids pour nos infrastructures et consomment de l'énergie. Au lieu de limiter l'immigration, la population suisse se retrouve pénalisée par l'augmentation des taxes et des restrictions. **L'UDC continuera à faire pression afin de réduire les taxes sur l'essence.**

Après le confinement Covid-19, la gauche vise désormais le confinement énergétique pour l'hiver prochain : rationnement de l'électricité pour tous, geler à la maison, restriction de la mobilité, télétravail, école à domicile, etc. Cela sera donc l'Etat qui dispensera l'énergie à sa guise. La gauche rose-verte souhaite depuis longtemps punir les entreprises et les industries à forte consommation énergétique et acceptent ainsi volontairement le sabotage et donc la destruction de l'emploi et de la prospérité en Suisse.

La Conseillère fédérale Simonetta Sommaruga (PS) doit sans attendre nommer un Général de l'électricité, où alors le Conseil fédéral doit lui retirer le dossier

La situation est grave : il faut agir immédiatement si nous ne voulons pas passer l'hiver à se les geler dans l'obscurité. Nous avons besoin d'une responsabilité clairement définie en termes de gestion, en lieu et place des utopies de la gauche rose-verte.

Les associations économiques se montrent bien trop passives et doivent désormais enfin mettre publiquement la pression sur le Conseil fédéral, le PLR et le Centre, afin de mettre un terme à cet aveuglement nommé « Stratégie énergétique 2050 » et de se doter de tous les moyens possibles pour garantir la sécurité de l'approvisionnement énergétique de la Suisse.

La Conseillère fédérale Simonetta Sommaruga (PS) est en théorie responsable, en sa qualité de cheffe du DETEC, de l'approvisionnement énergétique en suffisance, abordable et sûr de notre pays. Elle s'obstine toutefois, par idéologie, à foncer tête baissée dans sa Stratégie énergétique 2050 qui pourtant a échoué et croit encore à un quelconque accord avec l'Union européenne (UE) ou des pays comme l'Allemagne pour résoudre notre problème d'approvisionnement électrique. Dans le même temps, elle trompe le Conseiller fédéral Guy Parmelin (UDC) en exigeant que le ministre de l'Economie veille à ce que la crise énergétique qui s'annonce (qu'elle a provoquée) puisse être maîtrisée !

Au lieu de jouer au ping-pong des responsabilités, l'UDC demande à la Conseillère fédérale Simonetta Sommaruga (PS) de nommer sans attendre un Général de l'électricité. La mission de ce dernier : élaborer des pistes et lister les diverses solutions pour un approvisionnement électrique sûr, indépendant et abordable. Afin de s'y résoudre, nous avons besoin de personnes capables de s'imposer et expérimentées dans la prise de décisions complexes et de grande portée.

Nous avons d'ores et déjà perdu de précieux mois depuis janvier 2022. Si la Conseillère fédérale Simonetta Sommaruga (PS) continue à refuser de travailler, cet important dossier doit lui être retiré.

Plan de mesures de l'UDC

En plus de la nomination d'un Général de l'électricité, l'UDC propose les mesures suivantes :

- Investir 20 milliards de francs dans un approvisionnement énergétique sûr, abordable et indépendant doit être engagé. L'investissement doit être utilisé pour garantir l'approvisionnement électrique en hiver.
- Poursuivre l'exploitation des centrales nucléaires existantes.
- Lever toutes les interdictions technologiques.
- Reporter les objectifs de réduction d'émissions de CO2 au profit de la sécurité de l'approvisionnement énergétique fédéral sûr et abordable.
- Planifier et réaliser immédiatement des centrales nucléaires dernier cri (par exemple, des mini-réacteurs)
- suspendre le droit de recours des associations dans le domaine du développement de l'énergie hydraulique, jusqu'à ce que l'approvisionnement énergétique soit à nouveau garanti. Les barrages des lacs de retenue doivent immédiatement être réhaussés partout où cela est possible.
- Accorder des priorités juridiques correspondant à l'importance nationale dont revêt l'approvisionnement énergétique (par le biais notamment de l'énergie nucléaire)
- Constituer des stocks de gaz en Suisse.
- La Conseillère fédérale Simonetta Sommaruga (PS) et ses collègues prennent des vacances au lieu de s'occuper de la question de l'approvisionnement énergétique de la Suisse. Le Conseil fédéral et les employés bien payés du DETEC doivent se remettre au travail immédiatement.

Cette situation exceptionnelle requiert la tenue d'un sommet extraordinaire début août 2022. L'UDC Suisse demande au Conseil fédéral de convier les partis politiques, les fournisseurs d'énergie et les associations économiques, de présenter **un plan de mesures clair pour garantir l'approvisionnement énergétique de la Suisse**, à court terme pour cet hiver comme à long terme pour l'avenir.